

Le ministre De Rugy déterre le dossier

Grosse surprise hier soir au ministère de la Transition écologique à Paris où François De Rugy a annoncé à une délégation d'élus alsaciens le lancement d'une étude de faisabilité de la poursuite de déstockage partiel. Le confinement définitif n'est plus la seule option.

Le 1^{er} février, à Volgelsheim, François De Rugy, venu évoquer l'après-Fessenheim, n'avait pas voulu entendre parler de Stocamine. Dossier qu'il avait enterré quatre jours plus tôt en décidant, à la surprise générale, de confiner définitivement les 42 000 tonnes de déchets enfouis depuis 2002 à Wittelsheim. Le ministre de la Transition écologique avait même refusé de rencontrer les partisans du déstockage total, laissant cette tâche à l'un de ses conseillers. Un autre, au moment du départ, confiait d'ailleurs que la rencontre avec des élus alsaciens, programmée le 12 février, n'avait pour objectif que d'expliquer la décision présentée alors comme intangible du ministre.

Et puis, hier, patatras ! Recevant donc la délégation d'élus alsaciens, parmi laquelle le président de la région Jean Rottner, et la présidente du conseil départemental Brigitte Klinkert, le ministre a surpris tout son monde en annonçant qu'il allait étudier la « faisabilité » d'un « déstockage partiel » des déchets enfouis à Wittelsheim. François de Rugy a confirmé « que le chantier de confinement des déchets restants se poursuivait », avec « les garanties les plus strictes en matière de protection de la nappe phréatique », selon un communiqué du ministère.

Mais dans un « esprit d'apaisement et d'écoute des propositions des élus locaux et des inquiétudes des citoyens », le ministre a également annoncé « le lancement d'une étude technique et financière de la faisabilité de la poursuite d'un déstockage



Photo L'Alsace/Vincent Voegtlin

partiel, en parallèle de la poursuite du confinement, et étalé jusqu'à 2027 ». Cette étude devra rendre ses conclusions « d'ici un an ou plus tard ».

Satisfaction des élus

François De Rugy a également promis une réunion d'information pour présenter l'expertise du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) qui a montré que « le déstockage des déchets restants présenterait aujourd'hui des risques plus importants et plus graves que la

« Faut-il installer une Zad ? » L'hypothèse d'une occupation de l'entrée du site Stocamine, à Wittelsheim, a été clairement envisagée hier matin, alors même que la réunion prévue par le ministre François De Rugy avec les élus alsaciens paraissait être de pure forme.

Alors que le personnel avait pris son service avant l'arrivée annoncée des manifestants, le site a été bloqué, à partir de 7 h du matin, par quelque 150 personnes qui ont répondu à l'appel du collectif Destocamine qui souhaite manifester de manière symbolique afin d'exprimer son soutien aux élus alsaciens reçus au ministère de la Transition écologique. À 9 h 30, ils étaient encore une soixantaine à manifester, dans le calme, parfois sur fond d'appels à la démission du président de la République, Emmanuel Macron.

Outre les membres de Destocamine, gilets jaunes et militants écologistes formaient l'essentiel des manifestants. Une vingtaine de jeunes ayant occupé le chantier du grand contournement Ouest (GCO) à Strasbourg à l'automne, ainsi que des militants écologistes venus de Hu-

Gilets jaunes et zadistes du GCO avec Destocamine

ningue ont participé à ce rassemblement qui s'est achevé à la mi-journée, après un repas tiré du sac.

Si le lieu de la manifestation a été nettoyé, l'idée d'installer une Zad (Zone à défendre) et d'occuper le site à temps plein faisait l'objet d'un débat au sein du collectif Destocamine. Une réunion sur ce sujet était prévue demain, ainsi qu'une rencontre avec des gilets jaunes. « Ils ont les mêmes préoccupations environnementales que nous sur la protection de la nappe phréatique », confiait, hier après-midi, Yann Flory, porte-parole de Destocamine. L'hypothèse d'une Zad était loin de faire l'unanimité au sein du collectif, certains jugeant regrettable de devoir en arriver là. C'était le cas de Jean-Pierre Hecht, ancien délégué syndical de Stocamine, ou de Roland Dubel, ancien mineur et président des retraités CFTC, pour qui « la Zad ne devrait être que l'ultime recours ». La décision du ministre de mener une nouvelle étude de faisabilité du déstockage a renvoyé l'idée d'une Zad à une date ultérieure.